



ANNEXE

2013

COMPTES ANNUELS

BILAN - ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Brut	Amort.& Dépréciation	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits...	267	222	45	3
Fonds commercial	29 063	13 031	16 032	16 032
Autres immob. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Inst. techniques, mat & outillage	3 620	2 676	944	858
Autres immob. corporelles	2 048	1 800	248	271
Immobilisations en-cours	5		5	6
Avances et acomptes				
Immobilisations financières	15 937	7 571	8 366	7 485
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	50 941	25 300	25 641	24 657
Stock et en cours				
Matières premières et approv.	87		87	76
Marchandises	3		3	2
Avances & acomptes versés	7		7	10
Créances				
Clients et comptes rattachés	662	208	454	238
Autres créances	2 852	132	2 721	3 959
Disponibilités				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	270		270	431
Charges constatées d'avance	131		131	127
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 012	340	3 672	4 843
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Ecart de conversion actif				
TOTAL DE L'ACTIF	54 953	25 640	29 313	29 500

BILAN - PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Capitaux propres		
Capital social	14 004	14 004
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	28	37 865
Report à nouveau	-1 253	-28 724
Résultat de l'exercice	1 454	-10 366
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	14 233	12 780
Provisions pour risques	115	1 156
Provisions pour charges	5	4
TOTAL DES PROVISIONS	120	1 160
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	14	2 588
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	995	5 524
Dettes fiscales et sociales	266	292
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	130	
Autres dettes	13 544	7 151
Produits constatés d'avance	11	
TOTAL DES DETTES	14 959	15 560
TOTAL GENERAL	29 313	29 500

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises France	60	55
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de service France	2 288	2 146
Production vendue de service Export	51	57
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES	2 399	2 259
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amort. et prov., transferts de charges	2	272
Autres produits		
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 401	2 531
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	32	28
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	42	54
Variation de stock	-11	-24
Autres achats et charges externes	1 943	1 895
Impôts, taxes et versements assimilés	52	59
Salaires et traitements	557	633
Charges sociales	236	233
Dotations aux amortissements sur immobilisations	310	253
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant	27	170
Dotations aux provisions pour risques et charges	1	
Autres charges	2	183
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	3 189	3 483
RESULTAT D'EXPLOITATION	-788	-952

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Produits financiers		
Produits financiers de participations	943	951
Produits autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	1	176
Reprises sur provisions et transferts de charges		3 652
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	945	4 779
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	163	11 310
Intérêts et charges assimilées		
Autres charges financières		3 597
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	163	14 907
RESULTAT FINANCIER	781	-10 128
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-7	-11 080
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	367	37
Produits exceptionnels sur opérations en capital	79	218
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 105	554
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 551	809
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	311	6
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	81	515
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	65	50
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	457	571
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 094	239
Impôts sur les bénéfices	-366	-475
BENEFICE OU PERTE	1 454	-10 366

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Note 1 - Faits majeurs survenus au cours de l'exercice

- **Opérations sur le capital de Société Française de Casinos**

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 18 avril 2013, il a été décidé d'effectuer une augmentation de capital suivi d'une réduction de capital du même montant permettant de diminuer le report à nouveau débiteur par compensation avec les primes d'émission, de fusion et d'apport.

- **Acquisition du casino de Collioure**

Dans le cadre de sa stratégie de développement, Société Française de Casinos a acquis le 2 novembre 2012 la société CECPAS, exploitante du casino de Collioure, initialement en plan de sauvegarde et dont le plan d'apurement du passif a été définitivement homologué le 6 février 2013.

Le Casino de Collioure, situé dans les Pyrénées Orientales, a ouvert ses portes en juin 2003. Il comporte, outre les activités traditionnelles de casinos, jeux, machine à sous et restauration, une importante discothèque à ciel ouvert et des espaces de réception.

Cette acquisition permet à Société Française de Casinos de se renforcer dans son cœur de métier, le gaming et de développer ses activités périphériques.

Par ailleurs, Société Française de Casinos a souscrit à hauteur de 500 K€ à l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale du 12 juillet 2013 portant sa participation à 80% du capital.

Notons également que la Société Française de Casinos bénéficie de deux promesses de cessions à hauteur de 1 € pour l'ensemble des actions restantes soit 10 000 actions auprès de Messieurs Claude et Fouga, actionnaires de la société CECPAS. Société Française de Casinos s'est également engagée à racheter ces actions au prix de 1 € dès la levée des conditions suspensives à la réalisation desdites cessions.

- **Poursuite du Plan de continuation**

Le 21 juillet 2013, la société s'est acquittée de la deuxième annuité prévue au plan. La direction reste confiante dans la capacité de la société à continuer à mettre en œuvre les actions nécessaires au respect des modalités du plan.

- **Dossier Atlantis Finances SAS & JB Limited – Casino d'Agadir**

- **Atlantis Finances**

Le 24 septembre 2009, la Société Française de Casinos a résilié les accords pris avec la Société Atlantis Finances, anciens acquéreurs du Casino « Le Mirage », pour défaillance et non-respect de ceux-ci. La somme de 1 180 K€ a été conservée à titre de pénalité tel que prévue dans les clauses desdits accords.

En date du 14 avril 2010, la Société Française de Casinos a reçu une assignation de la Société Atlantis Finances et par un jugement du 21 mai 2012 le Tribunal de Commerce de Paris a rejeté l'ensemble des demandes faites par cette société.

Le 11 juin 2012, la société Atlantis Finances a interjeté appel de cette décision.

Le 18 février 2014, la Cour d'Appel de Paris a confirmé le jugement du 21 mai 2012. La provision de 800 K€ constituée lors de la naissance du litige a été reprise dans les comptes de SFC au 31 octobre 2013.

- **Chabaza, JB limited et Jablan**

Dans le cadre des accords liés à la cession du casino d'Agadir, la Société Française de Casinos a été condamnée, par décision en première instance du 21 février 2012, à verser la somme de 300 K€ au titre de remboursement partiel de prix et de dommages intérêts aux sociétés Chabaza et JB Limited ainsi qu'à Monsieur Jablan, anciens acquéreurs.

Société Française de Casinos a fait appel de cette décision.

La Cour d'Appel de Paris a confirmé dans son arrêt du 28 mai 2013 le jugement en 1^{ère} instance. La provision de 300 K€ dans les comptes de SFC a donc été reprise et la perte constatée en charge exceptionnelle.

La dette de 300 K€ a été incluse dans le plan de continuation et sera réglée au rythme prévu par celui-ci. (soit 6 ans restants)

- **Dossier SA Allianz VIE**

La société SA ALLIANZ VIE a assigné la Société Française de Casinos en date du 20 décembre 2011 afin de voir admettre au passif des rappels de charges locatives sur les exercices 2006 à 2009 et non produites dans les délais.

Le Tribunal de Grande Instance de Paris a débouté la Société SA ALLIANZ VIE de toutes ses demandes par décision rendue le 24 janvier 2013.

Le passif de 336 K€ au 31 octobre 2013 a été ainsi repris en produits exceptionnels dans les comptes annuels.

- **Fermeture du centre de Bagatelle**

Au 22 novembre 2012, la société Bagatelle a résilié la convention d'exploitation du Centre à l'enseigne de la société « La Tête dans les Nuages ».

Au 31/10/2012, le chiffre d'affaire de ce centre s'établissait à 5,7 K€ pour un résultat net de 0,6 K€.

Note 2 – Evènements postérieurs à la clôture

Le 18 février 2014, la Cour d'Appel de Paris a confirmé le jugement du 21 mai 2012 relatif au litige Atlantis Finances. La provision de 800 K€ a été reprise dans les comptes de SFC au 31 octobre 2013.

Note 3 - Règles et méthodes comptables (Code de commerce – Art. R 123-180 ; PCG Art. 531-1/1)

- **Modes et méthodes d'évaluation**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent, conformément au principe de permanence des méthodes.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Des provisions sont constituées en fonction de la dépréciation des postes de l'actif ou de la probabilité de risques ou charges au passif.

- **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont exclus et portés directement en charges d'exploitation de l'exercice.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire pour chaque immobilisation en fonction de leur nature et de leur durée d'utilisation prévue.

Le mali technique dégagé suite à la dissolution de Société Holding de Casinos au 30.10.2008 est inscrit au bilan et fait annuellement l'objet d'un test de perte de valeur (cf note 4.1).

Le tableau ci-joint mentionne les méthodes d'amortissement retenues par nature d'immobilisations.

	Mode d'amortissement	Durée d'utilisation
Immobilisations Incorporelles		
Logiciels	Linéaire	1 an
Immobilisations Corporelles		
Distributeurs automatiques	Linéaire	2 ans
Machines de jeu	Linéaire	3, 4 et 8 ans
Attractions médianes	Linéaire	7 et 10 ans
Installations, matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Agencements, aménagements divers	Linéaire	7 ans
Matériel de bureau et Informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Immobilisations Mises en Concession	Linéaire	16 ans

- **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières représentent les titres de participations, les créances rattachées à des participations ainsi que les dépôts et cautionnements. Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition (y compris les frais d'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence pour les immobilisations financières autres que les titres de participation.

Les titres de participation sont dépréciés lorsque les événements ou des circonstances indiquent qu'une perte de valeur des titres est susceptible d'être intervenue et qu'il s'agit de changements significatifs défavorables présentant un caractère durable qui affectent les hypothèses ou les objectifs retenus à la date de l'acquisition. Dans ces situations, Société Française de Casinos mesure la valeur d'utilité d'une participation par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés sur la base de taux appropriés, et en prenant en compte des éléments tels que les synergies attendues ainsi que la valeur stratégique de cette activité / entreprise pour le groupe.

- **Stocks**

Les stocks sont essentiellement constitués des jetons, utilisés pour le fonctionnement des jeux, ainsi que des pièces détachées évalués selon la méthode du cout moyen pondéré. Une dépréciation est pratiquée en cas d'obsolescence constatée sur les pièces.

Les pièces détachées font l'objet d'un inventaire physique semestriel et les jetons, mensuel. Un réajustement est effectué le cas échéant à l'issue de chaque inventaire.

- **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée en fonction de l'antériorité des créances et des perspectives de recouvrement.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur valeur d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire (cours du marché) est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Provisions pour indemnité de départ en retraite**

La Société provisionne l'ensemble de ses engagements conformément aux recommandations de la CNCC et, notamment, la recommandation n°2003-R-01 du 1^{er} avril 2003.

La Société constitue une provision pour indemnité de départ à la retraite du personnel actif ayant plus d'un an d'ancienneté conformément à la convention collective des Espaces de loisirs, d'attractions et culturels.

Le calcul de la provision tient compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- taux de turn-over : en fonction de l'âge du salarié (table statistique)
- tables de mortalité TH 04-06 et TF 04-06
- taux de revalorisation des salaires de 2%
- taux d'actualisation de 3,20%.

Note 4 - Informations complémentaires sur les postes du bilan

4.1 – Immobilisations

<i>Valeurs brutes (en milliers d'euros)</i>	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Fonds commercial & Droit au bail	29 063			29 063
Logiciels et PCB	199	70	1	267
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisations Incorporelles	29 262	70	1	29 331
Installations, matériel & outillage	3 690	314	383	3 620
Agencements, aménagements divers	1 543	12	15	1 540
Matériel de transport	60	14		74
Matériel de bureau, mobilier	452	85	103	434
Immobilisations en cours	6	1	2	5
Immobilisations Corporelles	5 751	426	503	5 673
Titres de participations	14 829	911		15 740
Prêts & autres immob. Financières	196	31	30	197
Immobilisations Financières	15 024	943	30	15 937
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	50 037	1 439	535	50 941

Le poste « fonds commercial & droit au bail » correspond au mali technique dégagé suite à la dissolution de Société Holding de Casinos au 30.10.2008.

Le mali technique est affecté à hauteur de :

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Casino de Gruissan (LE PHOEBUS)	20 246	8 218	12 028
Chatelcasino	8 112	4 108	4 004
Casino de Port la Nouvelle	705	705	
	29 063	13 031	16 032

A la clôture de l'exercice 2012-2013, le groupe SFC a effectué un test de perte de valeur sur les titres et le mali technique affecté, du casino de Gruissan, du casino de Port La Nouvelle, du casino de Châtel-guyon et du casino de Collioure. Les valeurs d'entreprise ont été déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés générés par ces sociétés.

Les hypothèses retenues pour ces tests sont les suivantes :

2012-2013	Gruissan	Chatelcasino	Port La Nouvelle	Collioure	Jeux Virtuels
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Période des prévisions	2014/2018	2014/2018	2014/2018	2014/2018	2014/2018
Taux d'actualisation	8,30%	8,30%	8,30%	8,30%	8,30%
Taux de croissance du CA à moyen terme	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%
Chiffre d'affaires 2012-2013	9 507 K€	4 818 K€	2 199 K€	3 522 K€	2331 K€
Rentabilité attendue en fin de plan (2019)	23,2%	35,5%	14,5%	23,4%	15,8%

Les tests n'ont pas fait apparaître de perte de valeur.

Le poste « Prêts & autres immob. Financières » comprend les dépôts et cautionnements versés au titre des baux commerciaux et les prêts à 20 ans versés auprès du Comité Interprofessionnel du Logement.

4.2 – Amortissements

(en milliers d'euros)	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Logiciels et PCB	195	28	1	222
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations Incorporelles	195	28	1	222
Installations, matériel & outillage	2 831	217	372	2 676
Agencements, aménagements divers	1 342	41	15	1 368
Matériel de transport	8	14		23
Matériel de bureau, mobilier	433	9	32	409
Immobilisations Corporelles	4 615	282	420	4 476
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	4 810	310	421	4 698

4.3 – Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

(en milliers d'euros)	Montant brut	A 1 an	Plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	54		54
Autres immobilisations financières	123		123
Clients douteux ou litigieux	260		260
Autres créances clients	402	402	
Personnel et comptes rattachés	2		2
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôt sur les bénéfices	128	3	125
Etats et autres collectivités : TVA	317	222	95
Autres impôts, taxes, versements assimilés			
Groupe et associés	2 251		2 251
Débiteurs divers	155	155	
Charges constatées d'avance	131	131	
Total général des créances	3 822	913	2 909

Le montant inscrit au poste « Groupe et Associé » correspond aux avances en compte courant de notre Société envers ses filiales. (cf. 4.8)

4.4 – Composition du capital social & variation des capitaux propres

	Nombre d'actions	Valeur nominale
Au début de l'exercice	5 092 470	2,75 €uros
En fin d'exercice	5 092 470	2,75 €uros

La variation des capitaux propres par rapport à la clôture précédente se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	Capitaux propres au 31/10/12	Opération sur capital	Prime d'émission, de fusion, d'apport	Réserves	Report à nouveau	Dividendes	Résultat net de l'exercice	Capitaux propres au 31/10/13
Capital social	14 004							14 004
Prime d'émission, Réserve légale	37 865	-37 837						28
Report à nouveau	-28 724	37 837			-10 366			-1 253
Résultat net	-10 366				10 366		1 454	1 454
Capitaux propres	12 780						1 454	14 233

Par décision d'Assemblée Générale Mixte du 18 avril 2013, il a été décidé d'effectuer une augmentation de capital par apurement des différentes primes, suivi d'une réduction de capital du même montant par apurement des pertes, ce qui a permis d'apurer les primes d'émission, de fusion et d'apport et de diminuer le report à nouveau débiteur.

4.5 – Etat des dépréciations et provisions

- Etat des dépréciations

(en milliers d'euros)	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Dépréciation / immos incorp	13 031			13 031
Dépréciation / titres particip	7 539	32		7 571
Dépréciation / Comptes clients	181	27		208
Autres Prov pour dépréciations		132		132
Total des dépréciations	20 751	191		20 942
<i>Dont dotations et reprises</i>				
· d'exploitation		27		
· financières		163		
· exceptionnelles				

- Etat des provisions

(en milliers d'euros)	Début de l'exercice	Dotations	Diminutions		Fin de l'exercice
			Utilisées	Non Utilisées	
Prov. / Litiges Prud'hommes	56	65		5	115
Prov. / Retraite	4	1			5
Autr. prov. pr risques et chgs	1 100		300	800	
Total des provisions	1 160	65	300	805	120
<i>Dont dotations et reprises</i>					
· d'exploitation		1			
· financières					
· exceptionnelles		65	300	805	

La « Provision pour litiges prud'homaux » concerne 2 anciens salariés de la Société.

4.6 – Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

(en milliers d'euros)	Montant brut	A 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	14		14	
Fournisseurs et comptes rattachés	995	902		93
Personnel et comptes rattachés	59	59		
Sécurité sociale et organismes sociaux	63	63		
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxe sur la Valeur Ajoutée	119	119		
Etat, Autres impôts et taxes	26	26		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	130	130		
Groupe et associés	6 438			6 438
Passif inscrit au plan de continuation	6 827	398	4 538	1 891
Autres dettes	278	278		
Produits constatés d'avance	11	11		
Total général des dettes	14 959	1 985	4 552	8 422
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Remboursements effectués				

Les autres dettes au 31 octobre 2013 comprennent principalement le passif certain lié au Plan de Continuation d'un montant de 6 827 K€,

4.7 – Produits et charges imputables à un autre exercice

- **Charges et Produits constatés d'avance**

(en milliers d'euros)	31/10/2013	31/10/2012
Charges constatées d'avance	131	127
Produits constatés d'avance	11	

- **Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan**

(en milliers d'euros)	31/10/2013	31/10/2012
Créances clients et comptes rattachés	6	16
Autres créances	15	
Organismes sociaux		3
TOTAL	21	19

- **Charges à payer incluses dans les postes du bilan**

(en milliers d'euros)	31/10/2013	31/10/2012
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	219	213
Dettes fiscales et sociales	98	155
Autres dettes	6	16
TOTAL	323	384

4.8 – Éléments concernant les entreprises liées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Postes du Bilan		
Titres de participations	8 169	7 358
Créances clients et comptes rattachés	319	203
Autres créances	2 119	3 550
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85	3
Autres dettes	6 438	7 135
Postes du compte de résultat		
Produits de redevances	68	80
Produits de participation	838	730
Autres produits financiers	105	221
Charges d'exploitation	220	

4.9 – Transactions avec les parties liées

Néant

4.10 – Tableau des filiales et participations

<i>(en milliers d'euros)</i>	N° Siren	Siège Social	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu en %	Valeur d'inventaire brute	Valeur d'inventaire nette	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	CA au 31/10/13
LE PHOEBUS	305 322 042	Gruissan	1 240	2 049	99,89	1 372	1 372	851		6 008
PLN	407 654 094	Port-la-Nouvelle	328	79	100,00	5 250	1 191	72		1 635
CHATELCASINO	391 605 987	Châtel-Guyon	88	1 246	99,91	5 300	5 300	-311		2 968
COLLIOURE	382 014 645	Collioure	1 000	-2 439	80,00	102	102	124		2 587
200% POKER	522 208 933	Paris	500	-176	63,50	32		132		
SEMCG	395 780 380	Châtel-Guyon	653	857	94,85	3 480		-1 057		
SIHCT	347 497 844	Paris	160	-1 078	97,55	187	187	1 001		

Note 5 - Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat

5.1 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société se répartit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Chiffre d'affaires des machines de jeux	1 763	1 544
Partenariats et sous-locations	481	550
Autres produits d'exploitation	6	16
Locations des simulateurs de jeu et centres	20	13
Redevances	68	81
Vente de marchandises	60	55
TOTAL	2 399	2 259

La répartition par centres est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012	Commentaires
Paris- Passage des Princes	1 904	1 615	
Siège	74	80	
Marseille Pathé Plan de Campagne	96	120	
Marseille La Valentine	86	99	
Martigues	16	16	
Echirolles-Bowling	49	41	
Bowling de Belle-Epine		70	Fermeture en janvier 2012
Nantes Saint-Herblain	6	9	
La Mer de Sable	13	13	Ouverture saisonnière
Parc Astérix	19	28	Ouverture saisonnière
Parc de Bagatelle		6	Fermeture en novembre 2012
Mons	36	41	
Tournai	14	16	
Tours	29	23	
Clermont-Ferrand		22	Fermeture en juin 2012
Orgeval	47	52	
Le Pal	9	9	Ouverture saisonnière
TOTAL	2 399	2 259	

5.2 – Autres achats et charges externes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Redevances partenariats	6	71
Locations immobilières et charges locatives	676	627
Entretien et réparation	89	116
Assurances	31	70
Surveillance et gardiennage	167	162
Autres frais généraux	974	848
	1 943	1 895

5.3 – Résultat financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Produits financiers de participation	943	951
Autres intérêts et produits assimilés	1	176
Reprises sur provisions et transferts de charges		3 652
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	945	4 779
Dot. Fin. aux amort. et provisions	163	11 310
Autres charges financières		3 597
TOTAL CHARGES FINANCIERES	163	14 907
RESULTAT FINANCIER	781	-10 128

Les produits financiers sont principalement composés des intérêts de comptes courants des filiales pour 105 K€ (cf note 4.8), ainsi que des remontées de dividendes pour 838 K€.

Les « dotations financières aux amortissements et provisions » correspondent à la dépréciation des titres et du compte courant de la société 200% Poker.

5.4 – Résultat exceptionnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/10/2013	31/10/2012
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	367	37
Produits cessions des immobilisations	79	218
Reprises sur prov. risques et charges exceptionnels	1 105	554
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 551	809
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	311	6
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	81	515
Dotations exceptionnelles aux amort. et prov.	65	50
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	457	571
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 094	239

Le résultat exceptionnel est principalement constitué par :

- Provisions pour risques prud'homaux de - 65 K€,
- Profit sur jugement Allianz pour + 336 K€,
- Reprise de provision litige Atlantis de 800 K€.

Note 6 - Informations Hors Bilan

6.1 – Crédit-bail

Au 31 octobre 2013, la société ne détenait aucun crédit-bail en-cours.

Note 7 - Effectif

7.1 – Ventilation par catégorie de l'effectif

	2013	2012
Cadres	2	3
Employés – Agents de maîtrise	15	14
TOTAL	17	17

7.2 – Ventilation par tranche d'âge de l'effectif

	2013	2012
20 ans et moins		
De 21 à 30 ans	7	7
De 31 à 40 ans	5	5
De 41 à 50 ans	4	3
51 ans et plus	1	2
TOTAL	17	17

7.3 – Effectif moyen

L'effectif moyen s'établit à 17,15 équivalent temps plein en 2012-2013 contre 16,62 en 2011-2012.

7.4 – Droit Individuel à la Formation

Les heures acquises au titre du droit individuel à la formation s'élèvent à 1 004 heures au 31 octobre 2013.

Note 8 - Rémunération des dirigeants

8.1 – Information en matière de rémunération

La rémunération brute des dirigeants s'est élevée, pour l'exercice 2013, à un total de 75 K€ au titre du mandat détenu. Aucune politique d'intéressement du personnel n'a été mise en place.

8.2 – Rémunération des organes d'administration

Au titre de l'exercice 2013, aucun jeton de présence n'a été attribué. Aucun prêt ou garantie n'a été accordé aux dirigeants.

Note 9 - Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

<i>(en milliers d'euros)</i>	MONTANT	IMPOT (33,33%)
<u>Accroissement</u>		
Provisions non imposables l'année de leur comptabilisation		
<u>Allègement</u>		
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	3	1
<u>Situation fiscale</u>		
Déficits reportables propres (antérieurement à l'intégration fiscale)	19 838	-6 612
Déficits reportables du groupe d'intégration fiscale	1 431	-477

Note 10 - Engagements hors bilan

Dettes garanties par des sûretés réelles :

En garantie du remboursement de l'emprunt obligataire, la Société a octroyé aux souscripteurs des obligations un nantissement de la totalité des 39.955 actions de la Société Centre d'Animation Le Phœbus.

Une affectation hypothécaire sur l'ensemble immobilier du casino de Châtel-Guyon (représentant 2 206 K€ en valeur historique) a été inscrite en garantie de la dette Partouche.

La Société Française de Casinos a donné garantie autonome à première demande au « bailleur » du casino de Gruissan pour le paiement régulier du loyer. Cette garantie vaut pour la durée du bail, sa reconduction tacite ou son renouvellement.

Engagements donnés

La société Française de Casinos s'est engagée à racheter les actions restantes de la société CECPAS au prix de 1 € dès la levée des conditions suspensives à la réalisation desdites cessions.

Engagements reçus

La Société Française de Casinos bénéficie de deux promesses de cessions à hauteur de 1 € pour l'ensemble des actions restantes de la société CECPAS soit 10 000 actions auprès de Messieurs Claude et Fouga, actionnaires de la société CECPAS.

Note 11 – Intégration fiscale

Société Française de Casinos est tête du groupe fiscalement intégré SFC. Les conventions d'intégration fiscale signées avec les filiales du groupe fonctionnent selon le principe de neutralité. Chaque filiale du groupe intégré comptabilise sa charge d'impôt au taux de droit commun comme en l'absence d'intégration et s'en acquitte auprès de la société mère Société Française de Casinos. Les économies d'impôt liées aux déficits (survenus durant l'intégration) sont comptabilisées en résultat dans les comptes de Société Française de Casinos.

Selon ce principe de neutralité, Société Française de Casinos, a enregistré dans ses comptes au 31 octobre 2013 un produit d'intégration fiscal d'un montant de 366 K€ constitué par l'IS comptabilisé par ses filiales bénéficiaires : le casino « Le Phoebus » pour 190 K€, Châtelcasino pour 176 K€.

Le déficit groupe restant à reporter au 31 octobre 2013 s'élève à 1 431 K€, dont 1 127 K€ généré sur l'exercice 2012/2013.

Note 12 - Consolidation

Société Française de Casinos en tant que société mère du Groupe SFC intègre ses filiales dans ses comptes consolidés.

Note 13 - Information relative aux honoraires des Commissaires aux Comptes

<i>(en milliers d'euros)</i>	SYNERGIE-AUDIT				ERNST & YOUNG			
	31/10/2013		31/10/2012		31/10/2013		31/10/2012	
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels	30	92	30	100	30	98	30	61
Missions accessoires	3	8	0	0	1	2	19	39
TOTAL	33	100	30	100	31	100	49	100